

EN AVANT-PREMIÈRE

## Irak : les nouvelles intoxs



Qui se souvient du réquisitoire contre l'Irak du secrétaire d'État Colin L. Powell, le 5 février 2003 ? Qui a encore à l'esprit les armes de destruction massive, les drones permettant à Saddam Hussein de frapper l'Amérique, les camps d'entraînement d'Al Qaeda en Irak ou encore la fable de l'uranium importé du Niger par le Raïs ? Si toutes ces imputations ont, par la suite, été démenties, elles ont permis de justifier l'invasion du pays. La presse « de référence », qui s'était alors transformée en caisse de résonance des allégations de Washington, accueille-t-elle désormais les révélations des néo-conservateurs avec plus de prudence ? Non, au vu des nouveaux « scoops » liant Al Qaeda et la résistance irakienne.

page 2

### Justification coloniale : l'infériorité culturelle des Arabes musulmans

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Les Arabes musulmans sont-ils aptes à vivre en démocratie ? Telle est la question paradoxale à laquelle tentent de répondre plusieurs polémistes. Matti Golan se livre à une véritable diatribe où il affirme que les Arabes se complaisent dans les régimes autoritaires et qu'il est donc vain de vouloir instaurer une démocratie en Irak.

page 6

### REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ L'Iran n'abandonne pas l'hypothèse japonaise pour l'exploitation du gisement pétrolier d'Azadegan

■ L'Iran ratifie le Protocole additionnel et se plaint d'un manque de coopération des Européens en matière nucléaire

■ La Maison-Blanche souhaite substituer le gaz naturel liquide au pétrole brut

■ Les États-Unis sont inquiets des mesures unilatérales que prévoit d'annoncer Ariel Sharon

■ Les factions militantes armées palestiniennes refusent une proposition égyptienne de cessez-le-feu mais poursuivent les négociations

■ Washington ne veut pas renvoyer sur place son émissaire chargé de superviser la

Feuille de route

page 13

### LA PRESSE PASSÉE AU STABILO

## Le Monde agite le spectre Al Qaeda



L'article du Monde que nous vous proposons à l'étude se compose de deux parties distinctes. La première relaye le point de vue attribué au FBI et tente de crédibiliser la menace Al Qaïda aux États-Unis et contre les intérêts occidentaux à l'étranger en citant des sources anonymes. La seconde partie reprend à son compte les commentaires d'un expert du complexe militaro-industriel et les propos d'un « spécialiste » connu pour avoir décelé la signature d'Al Qaeda dans la prise d'otage du théâtre de Moscou.

page 17

En avant-première

# Irak : les nouvelles intoxs

**Qui se souvient du réquisitoire contre l'Irak du secrétaire d'État Colin L. Powell, le 5 février 2003 ? Qui a encore à l'esprit les armes de destruction massive, les drones permettant à Saddam Hussein de frapper l'Amérique, les camps d'entraînement d'Al Qaeda en Irak ou encore la fable de l'uranium importé du Niger par le Raïs ? Si toutes ces imputations ont, par la suite, été démenties, elles ont permis de justifier l'invasion du pays. La presse « de référence », qui s'était alors transformée en caisse de résonance des allégations de Washington, accueille-t-elle désormais les révélations des néo-conservateurs avec plus de prudence ? Non, au vu des nouveaux « scoops » liant Al Qaeda et la résistance irakienne.**



Le 5 février dernier, le secrétaire d'État Colin L. Powell dressait un long **réquisitoire contre l'Irak devant le Conseil de sécurité**. Après avoir accusé le régime de Saddam Hussein de dissimulation et de fraude, il portait six accusations majeures : l'Irak aurait détenu ou aurait été sur le point de détenir des armes chimiques, bactériologiques et nucléaires, et des missiles à longue portée. Il aurait entretenu des liens étroits avec le terrorisme international, notamment avec Al Qaïda. Enfin, il se serait rendu coupable de violations des droits de l'homme à grande échelle. Cet argumentaire a été confirmé et résumé par le président Bush au peuple états-unien, à l'occasion d'une **allocution radiodiffusée** au lendemain de l'attaque de l'Irak : « Notre mission est claire :

désarmer l'Irak de ses armes de destruction massive, mettre fin à l'appui qu'apporte Saddam Hussein au terrorisme et libérer le peuple irakien. ».

Neuf mois plus tard, le régime ayant été renversé et Saddam Hussein arrêté, que reste-t-il de ces accusations ?

La Coalition a créé une force *ad hoc* de 1200 hommes pour retrouver les armes de destruction massive irakiennes. Elle a été placée sous l'autorité de David Kay, un ancien inspecteur en désarmement de l'ONU. Il avait été réprimandé par l'ONU, en 1991, pour avoir violé son statut de fonctionnaire international au profit de la CIA [1]. En outre, à l'époque, M. Kay avait prétendu avoir découvert que l'Irak était sur le point de se doter de la bombe atomique, ce qui avait immédiatement été démenti par son supérieur Hans Blix. Quoiqu'il en soit, ce personnage controversé a pu établir que le régime de Saddam Hussein avait dissimulé de nombreux éléments de ses projets d'armement, mais n'a jamais été en mesure de trouver les armes de destruction massive dont il affirmait depuis des années l'existence. En définitive, cette recherche a été interrompue début novembre.

## Des drones aptes à traverser l'Atlantique

L'administration Bush ne s'était pas contentée d'imaginer ces armes, elle avait aussi prétendu que l'Irak était en mesure de les utiliser contre Israël et les États-Unis. Tom Ridge, secrétaire à la Sécurité de la patrie, a engagé une campagne de communication intérieure, « **Soyez prêts** », pour mobiliser « chaque famille » états-unienne contre le danger terroriste. Les habitants de la côte atlantique ont été invités à se préparer à une attaque chimique ou biologique en achetant le matériel nécessaire pour se calfeutrer chez eux et y survivre plusieurs jours. Le sénateur démocrate de Floride, Bill Nelson, a révélé le 15 décembre que l'administration Bush était venue confirmer, lors d'une séance à huis clos, que l'Irak disposait de drones aptes à traverser l'Atlantique pour détruire les villes de la côte Est avec des armes de destruction massive. Soixante-quinze sénateurs auraient assisté à cette réunion. C'est sur la foi de cette imputation de science-fiction que le Sénat aurait soutenu l'attaque préventive de l'Irak [2]. Rétrospectivement, on peut se demander comment des élus, disposant de toutes les compétences nécessaires à des contre-expertises, ont pu écouter sans protester de telles balivernes et y accorder du crédit.

## L'Irak avait commandité l'attentat d'Oklahoma City

Les médias des États de la Coalition ont évoqué de nombreux liens entre le régime de Saddam Hussein et le « terrorisme international ». Le seul point qui ait pu être établi, et n'était d'ailleurs pas contesté, est que le régime de Saddam Hussein offrait une aide matérielle aux familles palestiniennes ayant perdu un enfant dans une opération kamikaze. Une succession d'imputations fantaisistes ont été abandonnées : on avait prétendu que l'Irak avait commandité l'attentat d'Oklahoma City (théorie défendue par James Woolsey, ex directeur de la CIA), qu'il avait tenté d'assassiner l'ancien président George H. Bush (théorie évoquée par Junior devant l'Assemblée générale de l'ONU), qu'il abritait un camp de formation au piratage aérien, et qu'il protégeait le groupe d'Abou Moussab Zarkaoui, lui-même proche de celui d'Oussama Ben Laden (**théorie développée**

par Colin L. Powell devant le Conseil de sécurité).

## Des faux documents accusant le député travailliste George Galloway

Toutes ces accusations ayant été réduite à néant, l'administration Bush tente un nouveau coup : les forces de la Coalition auraient retrouvé à Bagdad un memo secret rédigé par Tahir Jalil Habbush al-Tikriti, chef des services secrets, à l'attention personnelle de Saddam Hussein. Ce document manuscrit aurait été montré à Con Coughlin, biographe à charge du tyran de Bagdad et collaborateur du *Daily Telegraph* [3]. Ce quotidien, propriété du Groupe Hollinger, administré par Richard Perle et Henry Kissinger, s'était déjà illustré en publiant de faux documents accusant le député travailliste George Galloway d'être un agent stipendié de Saddam Hussein. Le document du jour établirait que Mohammed Atta aurait été formé en Irak par le Palestinien Abou Nidal pour perpétrer les attentats du 11 septembre, dont les cibles auraient été convenues avec Saddam Hussein. En outre, le même document ferait référence, dans une seconde partie, à une cargaison nigérienne transitant par la Libye et la Syrie. Il s'agirait bien sûr d'uranium en vue de fabriquer des bombes atomiques. Ce mémo confirmerait donc un document transmis par la délégation états-unienne à l'ONU et reconnu depuis comme un faux.

## Le Monde croit avoir interviewé les militants de l'Armée de Mahomet



« Le Monde »  
19 décembre 2003

La propagande ne s'arrêtant pas en si bon chemin, de jeunes « résistants » viennent se confier aux reporters occidentaux en Irak qui ne semblent pas plus regardants sur leurs témoignages que Con Coughlin sur les documents qu'on lui fournit.

Ainsi, *Libération* du 18 novembre publie en « Une » une interview exclusive d'un « résistant » [4]. Le jeune homme, qui s'exprime comme un expert d'un think thank washingtonien, ne manque pas de confirmer l'appui de la Syrie à la résistance irakienne. De même, *Le Monde* du 19 décembre croit avoir trouvé et interviewé les militants de l'Armée de

Mahomet que les Forces spéciales états-uniennes recherchent sans succès [5]. Sur la seule base de leurs témoignages et sans vérification aucune, le quotidien parisien affirme à la « Une » que des kamikazes d'Al Qaïda opèrent en Irak en entrant par la Syrie.

Neuf mois après le plaidoyer de Colin Powell au Conseil de sécurité, la plupart de ses imputations ont été contredites, aucune n'a pu être vérifiée. Cependant, l'administration Bush ne renonce pas à ses conclusions, elle substitue de nouveaux arguments aux précédents, au fur et à mesure de leurs démentis. Le « bruit médiatique » occasionné par l'annonce d'accusations infondées étant très supérieur aux démentis qui s'ensuivent, Washington poursuit inéxorablement sa surenchère sécuritaire. Avec la complicité de la presse « de

référence ».

---

[1] *Le Monde*, 3 octobre 1991, « Controverse à l'ONU sur la mission nucléaire en Irak. Les informations recueillies à Bagdad n'auraient pas dû être transmises d'abord aux États-Unis »

[2] « Senators Were Told Iraqi Weapons Could Hit U.S. par John McCarthy », *Florida Today*, 15 décembre 2003. Voir l'excellent commentaire des experts militaires de la revue *De Defensa* : « **Le ridicule ne tue plus : à propos des WMD de Saddam** », 18 décembre 2003.

[3] « **Terrorist behind September 11 strike was trained by Saddam** », et « **Does this link Saddam to 9/11 ?** » par Con Coughlin, *Daily Telegraph*, 14 décembre 2003.

[4] « Issam, resté fidèle à Saddam Hussein combat les Américains : "La résistance, encore un feu doux" » par Jean-Pierre Perrin, *Libération*, 18 novembre 2003.

[5] « "Des "martyrs" d'Al Qaïda renforcent les combattants irakiens » par Sophie Shihab, *Le Monde* du 19 décembre 2003

---

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France. Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro par AlloPass :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php).



# Justification coloniale : l'infériorité culturelle des Arabes musulmans

## Analyse

Uri Avnery, leader du Bloc de la paix, analyse dans le *Courrier de Genève* le plan Olmert de retrait unilatéral de certains territoires palestiniens. Pour cet observateur averti, les propositions du ministre du Commerce ne sont que de la poudre aux yeux. Le gouvernement Sharon reprend ainsi l'initiative médiatique et fait passer au second plan l'Accord de Genève. Avnery décrypte les expressions utilisées par Olmert comme des faux-nez pacifistes du projet belliciste d'Ariel Sharon.

Les Arabes musulmans sont-ils aptes à vivre en démocratie ? Telle est la question paradoxale à laquelle tentent de répondre plusieurs polémistes. En effet, la démocratie suppose l'universalité de la personne humaine, tandis que cette question la nie.

Quoi qu'il en soit, Matti Golan se livre à une véritable diatribe dans le *Jerusalem Post* où il affirme que les Arabes se complaisent dans les régimes autoritaires et qu'il est donc vain de vouloir instaurer une démocratie en Irak. Après avoir clamé, il y a neuf mois qu'il fallait libérer les Irakiens de la tyrannie, il pose aujourd'hui que leur espoir ne peut être qu'une dictature éclairée. Victoria Hobson et Constance Borde, deux féministes démocrates états-uniennes, rendent compte dans l'*International Herald Tribune* de leur voyage en Afghanistan. Des femmes s'y organisent pour jouir de leurs droits. Des religieux musulmans semblent approuver ce changement, mais peut-on leur faire confiance, se demandent-elles.

Elahé Sharifpour-Hicks de Human Rights Watch critique le discours de Shirin Ebadi à l'occasion de la remise de son Prix Nobel de la paix. En vilipendant les

violations des droits de l'homme commises par les États-Unis et Israël et en laissant croire que l'islam et la démocratie sont compatibles, elle aurait fait le jeu des conservateurs de Téhéran, écrit-elle dans le *Los Angeles Times*. En sélectionnant quelques passages du discours de Jacques Chirac sur son projet de loi interdisant les signes religieux dans les écoles et les hôpitaux, et en présentant la démarche du président de la république française comme visant à interdire le voile islamique, *The Independent* donne une connotation répression à ces propos. Dès lors Jacques Chirac apparaît comme un laïque intransigeant à la Atatürk.

Dan Perrin, président du très conservateur Conseil pour la défense de l'Amérique, s'indigne dans le *Washington Times* des dernières élections en Russie. Il appelle l'administration Bush à changer de politique vis-à-vis de Vladimir Poutine qu'il accuse de rétablir une forme de régime totalitaire avec des anciens du KGB.

Enfin, le député UMP Pierre Lequillier regrette l'échec du sommet de Bruxelles, mais ne pense pas qu'il paralysera l'Union européenne. Dans *Le Figaro*, il se félicite qu'un groupe d'États pionniers prennent en charge la construction de l'Europe politique que le Conseil européen ne parvient pas à faire avancer. Dans la droite ligne de la communication officielle, ce point de vue s'attache à masquer le naufrage du rêve d'une Europe politique élargie.

## Uri Avnery

Uri Avnery est cofondateur de Gush Shalom, un mouvement demandant un retour aux frontières de 1967 et la partition de Jérusalem. Il a été membre du mouvement Irgun dans les années 40. Il écrit fréquemment pour le journal Ma'ariv.

### « Comment Sharon enterre l'Initiative de Genève »

Source : Le Courrier de Genève  
Référence : « Comment Sharon enterre l'Initiative de Genève », par Uri Avnery, *Le Courrier de Genève*, 17 décembre 2003.

Le plan Olmert et les déclarations en faveur de « mesures unilatérales » ou annonçant un déplacement des colonies ne sont que de la poudre aux yeux lancée par Ariel Sharon pour détourner l'attention de l'accord de Genève et des scandales financiers qui le rattrape.

La transformation d'Olmert, de faucon vociférant en douce colombe, a été convaincante : dans le même temps, il a été obligé de se soumettre à une demande européenne d'indiquer l'origine des produits d'Israël exportés vers l'Europe, ce qui a suscité la colère des colons à son égard. Suite aux déclarations du ministre, les travaillistes ont sorti leurs costumes de ministres de leurs housses et s'attendent à ce que le Premier ministre renvoie ses ministres d'extrême droite et les rappelle au gouvernement. J'ai pourtant prévenu des dizaines de fois : faites attention à ce que fait Sharon, pas à ce qu'il dit.

Le gouvernement développe le mur à un rythme effréné pour mettre en pièce le territoire palestinien et il développe les colonies. Tout cela entre dans un plan qui n'est pas contredit par les déclarations d'Olmert :

- ▶ « Mesures unilatérales » : il n'y aura pas d'accord de paix avec les Palestiniens qui seront enfermés derrière le Mur.
- ▶ « Un État avec une majorité à 80% juive » : tous les territoires palestiniens peu peuplés seront annexés, notamment les oliveraies qui entourent certains villages, mais pas les villages.
- ▶ « Concessions douloureuses » : Israël abandonnera les centres à forte population palestinienne, ne laissant aux Palestiniens que 10-12% du territoire de la Palestine d'avant 1948.
- ▶ « Un État palestinien » : Sharon est prêt - en fait, impatient - à voir ces enclaves appelées « État palestinien ». Cela affranchira Israël de toute responsabilité sur la population. S'ils meurent de faim ou décident de partir, tant mieux.
- ▶ « Déplacements de colonies » : les dizaines de petites colonies construites dans les centres de population palestinienne seront transférées dans les zones annexées à Israël, augmentant leur composante juive.
- ▶ « Le terrorisme continuera » : ceci ne mettra pas fin à la guerre. Sharon et les siens n'y ont pas intérêt. En ce qui les concerne, elle peut durer éternellement.

## Matti Golan

Journaliste et écrivain,  
Matti Golan est l'ancien  
rédacteur en chef  
d'*Ha'aretz* et de *Globes*.

### « Pour l'Irak, un gouvernement non-représentatif »

Source : Jerusalem Post

Référence : « For Iraq, unrepresentative government », par Matti Golan, *Jerusalem Post*, 18 décembre 2003.

L'insistance de **George W. Bush**, de ses conseillers et de Paul Bremer sur la transformation de l'Irak en démocratie est troublante car elle reflète une stratégie totalement dissociée de la réalité. La possibilité d'instaurer un gouvernement représentatif en Irak ou dans un pays arabe n'est qu'une illusion futile.

Les Arabes ont autant de chance de devenir des démocrates que le pape un athée. C'est une question de caractère et de structure de personnalité modelée par les siècles. La plupart des Arabes cherchent une figure d'autorité pour les diriger, leur donner des ordres et leur dire quoi faire et quand le faire. Il n'y a quasiment pas de démocratie dans le monde arabe même si certains États se définissent ainsi et qu'il y a des élections. Dans ces derniers cas, c'est une farce dont on connaît le résultat à l'avance. Cependant, il n'y a pas de dictature forcée et ce type de régime est exactement ce que veut la majorité des citoyens.

On ne peut pas éduquer les Arabes à la démocratie. Il ne faut pas compter sur les intellectuels arabes pour ça car ils sont encore plus opposés à la démocratie ou aux accords de paix avec Israël que la population. Les intellectuels arabes ne veulent que perpétuer les systèmes en place. Les Arabes israéliens sont souvent présentés comme un contre-exemple parce qu'ils votent, fondent des partis politiques et participent à des coalitions, mais ce ne sont pas des démocrates. Ils ne votent pas en fonctions de leurs idées politiques, mais par clans.

Les Américains doivent se baser sur la réalité plutôt que sur leurs espoirs. Ce



qu'il faut espérer pour l'Irak, c'est une dictature éclairée.

## Victoria Hobson, Constance Borde

Victoria Hobson est une féministe états-unienne vivant à Paris.

Constance Borde est membre de l'association Americans against the war et présidente du parti démocrate en France.

### « Mobiliser au pays de la burka »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Mobilizing in the land of the burka », par Victoria Hobson et Constance Borden, *International Herald Tribune*, 18 décembre 2003.

Au début du mois de décembre, nous avons assisté au rassemblement de plus de 2000 femmes venant de 10 des 32 provinces d'Afghanistan à Kaboul pour discuter du projet de constitution et faire des propositions visant à mieux garantir le droit des femmes en tant que citoyennes de la république islamique. La résolution adoptée a été proposée à la Loya Jirga.

Le rassemblement réunissait des femmes occupant déjà des responsabilités, des hommes, mais quasiment pas de burka, le symbole de l'oppression des femmes dans le pays. Les médias internationaux étaient presque totalement absents et la représentation internationale se limitait à une délégation de 25 visiteurs français et américains. Cette réunion était pourtant très importante car les femmes s'y sont présentées comme les égales des hommes et ont reçu le soutien de certains religieux qui auparavant soutenaient l'inégalité. On ignore si on peut leur faire confiance.

Accroître la place des femmes dans une constitution islamique serait une victoire pour l'islam modéré et moderne. Cette réunion était le point culminant d'années d'effort pour dénoncer la situation des femmes en Afghanistan. Cela va donner naissance à un mouvement populaire qui poursuivra le combat en poussant les femmes à s'inscrire sur les listes électorales et à se présenter aux élections.

## Elahé Sharifpour-Hicks

D'origine iranienne, Elahé Sharifpour-Hicks a été chercheuse sur les questions iraniennes (1994-2003) à Human Right Watch.

### « L'Iran et les Droits de l'homme : parler ne coûte rien »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Iran and Human Rights : Talk Is Cheap », par Elahé Sharifpour-Hicks, *Los Angeles Times*, 18 décembre 2003.

Sa note biographique dans le journal stipule que les vues défendues dans cette tribune sont celles de l'auteur et n'engage pas Human Right Watch.

Il y a trois ans, quand le président Khatami s'est adressé à l'ONU, beaucoup ont crû qu'il restaurerait les relations de son pays avec le reste du monde et qu'il

ouvrait une nouvelle ère de compréhension entre le monde musulman et l'occident. Depuis pourtant, les relations ont empiré, le « dialogue des civilisations » s'est effondré avec le World Trade Center et l'Iran fait désormais partie de l'« Axe du Mal » pour **George W. Bush**.

Alarmé par cette polarisation croissante entre les deux mondes, le comité Nobel a choisi de donner le Prix Nobel de la paix à Shirin Ebadi, une avocate voyant l'islam et les Droits de l'homme comme compatibles. Le pouvoir symbolique de ce choix ne peut être nié, mais la déception fut grande suite à son discours, qui aurait pu être celui d'un responsable officiel de Téhéran. En effet, bien qu'elle vive dans un pays où la répression est institutionnalisée, les seules violations des Droits de l'homme qu'elle a dénoncé sont celles des détenus de **Guantanamo** et les souffrances des Palestiniens, oubliant ce qui se déroule dans son pays. Son discours ne fut qu'une récitation des accomplissements iraniens et musulmans en matière de Droits de l'homme et des attaques contre les États-Unis et Israël pour plaire à son auditoire européen. En ne traitant que de la question de la compatibilité des Droits de l'homme et de l'islam, elle a fait le jeu des conservateurs dans son pays.

## Jacques Chirac

Jacques Chirac est président de la République française.

### « L'école doit être un sanctuaire républicain »

Source : The Independent

Référence : « School must be a secular sanctuary », par Jacques Chirac, *The Independent*, 18 décembre 2003. Cette tribune est adapté du discours prononcé hier par le président français. Ce discours est présenté comme le « discours sur les principe de laïcité » par l'Élysée et comme le discours sur l'interdiction du foulard islamique par le journal.

L'école est un sanctuaire républicain que nous devons défendre pour préserver l'égalité durant l'acquisition des savoirs et des valeurs pour les garçons et les filles pour protéger nos enfants et leur éviter d'être exposés à ce qui divise et entraîne le conflit entre eux. Il ne faut pas faire de l'école un lieu d'uniformisation et d'anonymat où les allégeances religieuses sont interdites, mais nous voulons aider les chefs d'établissements à faire face aux problèmes avec des règles claires.

Le débat sur la laïcité, l'intégration, l'égalité des chances et le droit des femmes pose la question de la France que nous voulons pour nous et nos enfants. Nous avons une histoire riche, une langue et une culture, des idéaux et des valeurs dont nous devons être fiers et que nous devons préserver. Nous devons confirmer notre engagement en faveur d'une laïcité généreuse et ouverte, de la tolérance, de la solidarité et du droit des femmes.

## Dan Perrin

Dan Perrin est le président et fondateur de l'American Defense Council.

### « Effrayantes élections russes »

Source : Washington Times

Référence : « Scary Russian elections », par Dan Perrin, *Washington Times*, 18 décembre 2003.

Ceux qui avaient placé leurs espoirs en **Vladimir Poutine** doivent admettre qu'ils avaient tort. Les résultats des dernières élections en Russie sont le résultat de la prise de contrôle par le Kremlin des médias libres, de la décapitation des partis démocratiques et pro-occidentaux et de l'arrestation ou de l'exil des principales figures du secteur privé. Dans ces conditions, le parti vainqueur est le parti « Unir la Russie », trop souvent traduit par « Russie unie » dans les médias occidentaux, du président russe qui a construit son discours autour du thème de la mère Russie. Le second parti est celui de Vladimir Jirinovski, ultra nationaliste et antisémite. Le troisième, c'est le parti communiste et le quatrième un autre parti nationaliste fondé il y a trois mois et sans doute téléguidé par le Kremlin. Grâce à ces résultats, Poutine a dix voix de plus qu'il ne lui en faut pour amender la constitution.

L'Occident doit faire face désormais à ceux que les Russes appelle les *siloviki*, les membres de l'ancien appareil militaire et de renseignement soviétique, qui occupent 2000 des 8000 postes clé du pays. Ce groupe est sans doute à l'origine du détournement de 4,8 milliards de dollars de prêt du FMI en 1998 pour financer ses opérations. Aujourd'hui, M. Poutine insiste sur la reconstruction de l'armée russe tout en s'attaquant aux contre pouvoirs. En outre, le président a déclaré qu'il voulait constituer un complexe de défense uni, regroupant les pays de l'ex-URSS.

Les résultats des élections doivent réveiller **George W. Bush** et **Colin Powell** et nous devons changer notre politique vis-à-vis de la Russie pour ne pas laisser les forces non-démocratiques se reconstituer.

## Pierre Lequiller

Député UMP des Yvelines, Pierre Lequiller est président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne et ancien membre de la Convention européenne.

### « Après la crise, le sursaut »

Source : Le Figaro

Référence : « Après la crise, le sursaut », par Pierre Lequiller, *Le Figaro*, 18 décembre 2003.

Six mois après que la **Convention européenne** ait réussi l'exploit inespéré de se rassembler autour d'un texte, la discorde a prévalu au sommet de Bruxelles. Toutefois, la constitution européenne n'est pas morte et les négociations vont se poursuivre sous la présidence irlandaise et peut-être au-delà. Mieux vaut une absence d'accord à un mauvais compromis, le message de samedi tranche avec

les marchandages à courtes vues des précédents sommets.

L'adoption d'une constitution se fera, mais qui peut dire quand ce jour viendra ?

Le décalage entre une demande d'Europe toujours plus forte des peuples et la frilosité des dirigeants est préoccupant. Nous ne pouvons plus nous passer longtemps d'un président stable du Conseil européen, d'une politique étrangère commune, de règles de votes plus simples et démocratiques et d'une Europe plus en phase avec les attentes des citoyens. Nous sommes confrontés à une impasse politique, mais pas institutionnelle car le Traité de Nice permettra vaille que vaille d'intégrer les nouveaux membres.

Nous devons toutefois aujourd'hui choisir entre la simple gestion d'une vaste zone de libre échange et la constitution d'une Europe politique. Les pays qui ont cette dernière ambition doivent donc se réunir pour fonder un groupe pionnier. C'est sur cette avant-garde que repose l'avenir de l'Europe.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

## REGARDS DU PROCHE-ORIENT

## IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

## L'Iran n'abandonne pas l'hypothèse japonaise pour l'exploitation du gisement pétrolier d'Azadegan

Référence : « Iran says studying Japan's request to extend deadline on Azadegan », IRNA, 17 décembre 2003.

L'Iran a décidé, mercredi 17 décembre d'étudier la requête présentée par le Japon pour repousser la date-butoir fixée pour l'appel d'offre concernant le développement du gisement pétrolier d'Azadegan. Le directeur de la Compagnie pétrolière nationale iranienne, Mehdi Mir-Moezzi a rappelé que l'un des partenaires du consortium japonais s'était retiré du projet, mais que l'offre japonaise restait à l'étude.

## IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des

## L'Iran ratifie le Protocole additionnel et se plaint d'un manque de coopération des Européens en matière nucléaire

Référence : « Iranian representative to sign protocol tomorrow, Aghazadeh », IRNA, 17 décembre 2003.

Le directeur de l'Organisation à l'énergie atomique iranienne (OEAI), Gholam-Reza Aghazadeh, a déclaré, mercredi 17 décembre 2003, qu'un représentant iranien allait signer le protocole additionnel du Traité de non-prolifération (TNP) dès jeudi.

« L'Iran a décidé de signer le protocole pour prouver que le programme nucléaire iranien est destiné à des applications civiles. La signature du

négociations  
diplomatiques de la  
république islamique.

*protocole mettra également un terme à la campagne de propagande orchestrée contre le programme nucléaire ».*

D'après lui, le gouvernement de Téhéran a demandé à l'OEAI d'exercer une coopération transparente avec l'Agence internationale à l'énergie atomique, à Vienne. Interrogé sur le moment où Téhéran choisira de reprendre l'enrichissement d'uranium, il a répondu « *Je ne sais pas* ». Il a simplement ajouté que l'Iran avait respecté les engagements pris dans le cadre de la Déclaration de Téhéran élaborée avec trois grands pays européens, le 21 octobre 2003, mais que les Européens avaient retardé leur livraison de matériel acheté par l'Iran et que les banques européennes avaient retardé le paiement des lettres de crédit des fournisseurs.

Il a conclu en indiquant que les installations de conversion d'uranium, à Isfahan, allaient entrer en action dans un futur proche. Selon lui, elles permettront une meilleure sauvegarde de l'environnement et seront utiles dans le monde entier.

## Gulf News



*Gulf News* est le principal quotidien consacré à l'ensemble du Golfe arabo-persique, diffusé à plus de 90 000 exemplaires. Rédigé en langue anglaise, il est principalement lu par la très importante communauté étrangère vivant dans la région.

## La Maison-Blanche souhaite substituer le gaz naturel liquide au pétrole brut

Référence : « Key Opec members eye US gas market », *Gulf News*, 18 décembre 2003.

Quelques uns des plus importants des membres l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont modifié leur stratégie en s'intéressant davantage aux exportations de gaz naturel sous forme liquide et moins aux simples exportations de brut. Ce revirement s'est effectué, mercredi 17 décembre 2003, lors d'une réunion organisée par le gouvernement états-unien et visant à augmenter les importations en fuel réfrigéré.

Les États-Unis voient en effet leur production domestique de gaz naturel comme insuffisante par rapport à la demande croissante du secteur électrique. Les ministres de l'Énergie d'Arabie saoudite, d'Indonésie, du Venezuela, d'Algérie et du Qatar ont donc rencontré les officiels états-uniens à ce sujet. Les pays membres de l'OPEP s'étaient déjà réunis il y a deux semaines à Vienne, pour y décider de maintenir la production de pétrole brut, ce qui a eu pour conséquence de faire monter le baril à 30 dollars, aux États-Unis.

L'administration Bush espère pouvoir contrecarrer l'OPEP en suscitant la concurrence entre les exportateurs de gaz naturel liquide.

Le Qatar, qui dispose des deuxièmes plus importantes réserves mondiales, devrait largement profiter de ce choix états-unien et lancer prochainement l'exploitation de nouveaux gisements. Certains pays non-membres de l'OPEP, tels que la Russie, la Norvège, Trinidad, l'Australie et Oman sont également concernés.

A Oman, on estime que les importations états-uniennes de gaz naturel liquide pourraient passer de 15,3 milliards de mètres cube à 136 milliards en 2025. Des demandes états-uniennes ont déjà été formulées auprès du ministère du Pétrole.



## Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

### Les États-Unis sont inquiets des mesures unilatérales que prévoit d'annoncer Ariel Sharon

Référence : « Washington concerned by talk of unilateral moves », par Janine Zacharia, *Jerusalem Post*, 18 décembre 2003.

Les États-Unis font montre d'une certaine inquiétude à l'approche du discours qu'Ariel Sharon doit donner devant la conférence d'Herzliya, jeudi 18 décembre 2003. En effet, c'est à cette occasion que le Premier ministre israélien doit exposer les mesures unilatérales qu'il entend prendre afin de faciliter la mise en œuvre de la Feuille de route.

L'administration Bush voit derrière ces mesures unilatérales une tentative de tracer une frontière officieuse sur le terrain, par delà la démarche de déplacement de certaines colonies. Washington demande donc à Ariel Sharon de ne pas en précipiter l'application.

Le porte-parole du département d'État, Richard Boucher, a notamment déclaré, la semaine passée que « *le problème des colonies (...) nécessite d'être traité en accord avec la Feuille de route* ». Il a ensuite critiqué « *les mesures unilatérales qui définissent la colonisation ou portent préjudice à l'issue ou encore essayent d'imposer une colonie* ».

Washington craint que les décisions unilatérales du gouvernement d'Ariel Sharon, qui distingue les colonies à démanteler et celles à maintenir, porte atteinte à la Feuille de route qui prévoit l'établissement d'une solution à deux États sur la base de la résolution 242 des Nations Unies et « *met un terme à l'occupation qui a commencé en 1967* ».

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

### Les factions militantes armées palestiniennes refusent une proposition égyptienne de cessez-le-feu mais poursuivent les négociations

Référence : « Palestinian groups reject one-year truce proposed by Egypt », par Yoav Stern et Amos Harel, *Ha'aretz*, 18 décembre 2003.

Les organisations militantes palestiniennes ont rejeté une proposition égyptienne visant à mettre en place un cessez-le-feu d'un an entre Israël et les Palestiniens. Dans le même temps, les attaques se multiplient contre des cibles israéliennes, dans la bande de Gaza, où des militants du Hamas ont fait exploser

une forte charge devant une base de l'armée israélienne, mercredi 17 novembre 2003.

Les dirigeants des factions palestiniennes ont indiqué que la proposition de cessez-le-feu était inapplicable parce qu'elle n'appelait pas les États-Unis à s'impliquer de manière suffisante. De plus, Israël n'offre pas assez de concessions en échange de cette trêve.

L'un des dirigeants du Jihad islamique, Mohammed al-Hindi, a ainsi déclaré, mercredi 17, que « *les Israéliens doivent stopper la construction de la clôture de séparation ainsi que l'expansion des colonies* » s'ils veulent un cessez-le-feu. Malgré leur refus de la proposition égyptienne, les dirigeants des factions palestiniennes se sont néanmoins mis d'accord pour faire cesser les attaques terroristes visant des civils israéliens, au moins pour le moment.

Les discussions reprendront lundi 22 avec la visite en Israël du ministre des Affaires étrangères égyptien, Ahmed Maher, qui tentera d'obtenir davantage de concessions de la part du gouvernement d'Ariel Sharon.

Le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, a déclaré, mercredi 17, qu'aucune date n'avait pour l'heure été fixée pour une rencontre avec son homologue israélien. Au terme de la discussion qu'il a eue avec le ministre des Affaires étrangères allemand, Joschka Fischer, Ahmed Qureih a précisé que le chef des négociateurs palestiniens, Saeb Erekat, ainsi que d'autres officiels palestiniens, allaient maintenir les contacts avec le directeur de cabinet d'Ariel Sharon, Dov Weisglass, afin d'envisager la tenue de cette rencontre au sommet.

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

## Washington ne veut pas renvoyer sur place son émissaire chargé de superviser la Feuille de route

Référence : « *Wolf won't return until bomb probe advances* », par Aluf Benn, *Ha'aretz*, 18 décembre 2003.

Des officiels états-uniens ont fait savoir à l'Autorité palestinienne que l'émissaire de Washington chargée de vérifier l'application de la Feuille de route ne se rendra pas dans la région avant que l'enquête sur l'attaque terroriste qui avait frappé un convoi états-unien dans la bande de Gaza n'ait progressé. Cet attentat, survenu il y a deux mois, avait fait trois morts dans les rangs états-uniens, trois mercenaires chargés de la protection du convoi. Le sous-secrétaire d'État, William Burns, a fait part plusieurs fois au Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, du mécontentement de Washington face à la lenteur de l'enquête.

Le responsable du contre-terrorisme au Département d'État, J. Cofer Black, est arrivé en Israël, mercredi 17 décembre 2003, pour une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom ainsi que d'autres officiels israéliens. Les discussions ont porté sur la coopération en matière de lutte contre le terrorisme.

Pour mener des actions politiques ou militaires, les gouvernements ont besoin de les rendre légitimes aux yeux de la population. Ils utilisent pour cela des « plans médias » très élaborés et produisent eux-même des informations que la presse va diffuser et commenter. Face à cette volonté, les journalistes n'ont pas toujours la distance critique qui s'impose. Une méthodologie dans la lecture de la presse devient donc indispensable à chaque citoyen. Quelles sont les sources des informations qui nous servent à porter un jugement, à prendre position, à accepter des décisions ? « La presse de référence passée au stabilo » est un outil pédagogique librement utilisable en classe.

## LA PRESSE PASSÉE AU STABILO

### La presse passée au stabilo

# Le Monde agite le spectre Al Qaeda

Depuis le lancement de l'opération « Marteau de fer » visant à éradiquer la résistance irakienne, et avant même la victoire finale, les néo-conservateurs s'efforcent de présenter leurs nouveaux objectifs : développer le contrôle social aux États-Unis et attaquer la Syrie. Pour faire adopter leur politique, ils réactivent la menace Al Qaïda qu'ils accusent à la fois de vouloir attaquer les États-Unis sur leur sol et de bénéficier du soutien de la Syrie. Ces imputations, largement reprises par la presse occidentale, suscitent le scepticisme dans le reste du monde. Ainsi, 108 États, considérant qu'ils n'ont jamais eu à connaître de preuve de l'existence d'Al Qaïda, ont refusé de collaborer à la « guerre globale au terrorisme ». De même, les connaisseurs du Proche-Orient s'interrogent sur les prétendus liens entre le Baas laïque syrien et les fondamentalistes musulmans, qui se sont jusque-là livrés une bataille sans merci.

L'article du *Monde* que nous vous proposons à l'étude se compose de deux parties distinctes. La première relaye le point de vue attribué au FBI et tente de crédibiliser la menace Al Qaïda aux États-Unis et contre les intérêts occidentaux à l'étranger en citant des sources anonymes. La seconde reprend à son compte trois commentaires. D'abord celui de Bruce Hoffman, expert du complexe militaro-industriel, qui mène campagne pour raviver les craintes de l'opinion publique (cf. sa tribune dans le *New York Times* du 17 décembre et notre résumé). Puis, celui d'une enseignante à Harvard, Jessica Stern, une magnifique jeune femme qui inspira le personnage de Nicole Kidman dans *The Peacekeepers*. Auteure d'une étude sur les fondamentalismes des trois grandes religions monothéistes, elle donne la caution érudite. Enfin, à un employé d'un think tank ultra-militariste, Daniel Benjamin, qui est présenté par ses fonctions anciennes pour lui donner une apparence modérée. Il est connu pour ses analyses de l'omniprésence d'Al Qaïda,

**jusque dans la prise d'otages du théâtre de Moscou. Ici, il compare le danger islamiste au péril communiste des années 1917 sans susciter la moindre mise en perspective par *Le Monde*.**

---

**Légende :**

Surlignement rose = sources non identifiées

Surlignement jaune = conditionnel de précaution

Surlignement vert = spéculations, imprécisions

---

LE MONDE | 18.12.03 | 13h49

**Le FBI est persuadé que le réseau d'Oussama Ben Laden possède encore une structure de commandement**

New York de notre correspondant

A en croire les responsables de la lutte antiterroriste du FBI (police fédérale) citant des interrogatoires de détenus d'Al-Qaida, des interceptions de communications et d'autres sources, non seulement le réseau d'Oussama Ben Laden possède une structure de commandement opérationnelle, mais il est déterminé à frapper à nouveau sur le sol américain. « *C'est clair : ils veulent commettre des attaques ici et cherchent les moyens de réaliser un nouvel attentat catastrophique* », souligne un spécialiste à Washington, qui souhaite conserver l'anonymat.

Il y a trois semaines, le FBI et le ministère de la sécurité intérieure ont attiré l'attention des forces de l'ordre locales sur la sécurité autour des avions cargo et des usines chimiques. Les services secrets américains ont multiplié les rapports, soulignant la fascination d'Al-Qaida pour les avions détournés transformés en bombes et les armes chimiques et biologiques - les seuls moyens permettant d'égaliser ou de surpasser l'ampleur des attaques du 11 septembre 2001.

Mais, depuis deux ans, la sécurité a été considérablement renforcée dans les aéroports. Et il n'existe pas de preuves de la capacité technique et opérationnelle d'Al-Qaida dans le domaine des armes chimiques et bactériologiques. Il n'est pas non plus évident que l'organisation, dont de nombreux membres ont été capturés, tués ou dispersés après la chute des talibans en Afghanistan, possède encore une organisation très structurée.

Plus personne ne doute qu'Oussama Ben Laden soit en vie et se cache dans les montagnes du Waziristan, une région pakistanaise à la frontière de l'Afghanistan. Mais sa cavale permanente a grandement réduit sa capacité à diriger son organisation. La capture de nombreux responsables du réseau et leurs interrogatoires ont permis au FBI d'en apprendre beaucoup sur la présence, sur le sol américain, de cellules et de sympathisants. Après un millier d'enquêtes et le démantèlement de cinq à six groupes, la police fédérale estime aujourd'hui qu'une éventuelle attaque serait sans doute le fait de terroristes venus de l'étranger. Certains spécialistes estiment que le renforcement des mesures de sécurité aux Etats-Unis et dans les pays occidentaux explique que

les derniers attentats attribués à Al-Qaida **ou à des réseaux affiliés** se soient produits en Turquie, en Arabie saoudite et en Irak.

« **COMME EN 1917** »

« *Qui aurait pu penser que les terroristes islamistes s'en prendraient à des travailleurs arabes étrangers en Arabie saoudite ou à une banque anglaise à Istanbul ?* », s'interroge Bruce Hoffman, expert en terrorisme de la Rand Corp. « *Al-Qaida saisit les occasions où elles se présentent. L'organisation exploite les faiblesses en Indonésie, en Turquie, en Tunisie, au Maroc. Il est impératif pour l'organisation de continuer à exister dans les médias et à susciter des sympathies.* »

« *Il n'est pas étonnant que des attaques aient eu lieu au Maroc, en Arabie saoudite et en Turquie, des pays où le niveau de haine contre les Etats-Unis a explosé depuis la guerre en Irak* », dit Jessica Stern, spécialiste du terrorisme à Harvard et ancienne membre du Conseil national de sécurité. « *Al-Qaida a pour ambition ultime de renverser les pouvoirs en place afin d'établir des régimes islamistes et faire renaître le califat. Leurs principaux adversaires sont les pays musulmans qui cherchent à adapter l'islam à la modernité. Il s'agit pour eux d'un sacrilège. Ce qu'ils appellent "purifier" l'islam est au moins aussi important que punir l'Occident* », ajoute-t-elle.

Les attaques les plus virulentes, dans les derniers messages d'Oussama Ben Laden, ne sont pas réservées aux Américains, mais à Hosni Moubarak, le président égyptien, à la famille royale saoudienne et à la Turquie laïque.

« *Les attentats à Istanbul ont été menés pour fragiliser la Turquie et créer un doute dans le pays sur l'intérêt de rester un allié des Etats-Unis, de continuer à combattre le terrorisme et de vouloir se rapprocher de l'Occident* », explique Daniel Benjamin, responsable du contre-terrorisme au Conseil national de sécurité sous la présidence de Bill Clinton et aujourd'hui membre du Centre d'études stratégiques internationales.

« *De là à dire, ajoute-t-il, qu'il s'agit d'un changement de stratégie d'Al-Qaida, cela me semble un peu simpliste. Depuis des années, l'organisation d'Oussama Ben Laden mène deux stratégies parallèles. L'une avec des attaques spectaculaires contre l'Occident et plus particulièrement les Etats-Unis, l'autre en menant des opérations via des groupes affiliés contre les régimes musulmans dits modérés. Je pense que nous avons aujourd'hui tout simplement des réseaux en plus grand nombre. Al-Qaida est, toute choses égales par ailleurs, un peu comme le mouvement communiste international au début de l'année 1917. Avec une stratégie gagnante de conquête idéologique et une autre de déstabilisation et, qui sait, de prise du pouvoir là où l'occasion se présente.* »

Eric Leser

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 19.12.03